

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 14 octobre 2026

Info.

La Rochelle – Le fascisme qui vient : comprendre et résister – Conférence/débat de Saïd Bouamama et Michel Collon.

23 octobre / 18h00 - 20h00

Salle polyvalente de la Passerelle - 2 Sq. de la Passerelle -La Rochelle, 17000 - France

<https://investigaction.net/evenement/la-rochelle-le-fascisme-qui-vient-comprendre-et-resister-conference-debat-de-said-bouamama-et-michel-collon/>

Quelques réflexions politiques et autres.

- Quand leurs médias nous parlent de l'Arabie saoudite ou d'Israël, ils évoquent toujours les missiles ou drones détruits en vol, jamais ceux qui ont atteint leurs cibles. Ils se contentent de dire qu'il y aurait eu des morts ou des destructions sans préciser lesquelles ou leurs ampleurs, puisqu'elles seraient dues à les entendre uniquement aux débris de drones abattus. Puis, quelques jours, semaines, voire mois plus tard dans le cas d'Israël, on apprend que les dégâts avaient été beaucoup plus importants que ceux décrits plus tôt par les médias mainstream.

Il faut toujours qu'ils mentent ou truquent la réalité pour qu'on ne puisse pas se faire une idée de la situation en toute indépendance. Ce n'est pas une manie ou une déformation professionnelle, ce n'est même pas un parti pris idéologique, ils sont comme cela, ils étaient déjà corrompus, pourris à la base avant même de devenir journalistes, c'est d'ailleurs pour cette raison qu'ils ont été recrutés.

J'ai travaillé dans 45 entreprises en tout genre en France (et dans quelques-unes en Inde), chaque fois j'ai dû passer des entretiens d'embauche au cours desquels le DRH ou le directeur du personnel, le chef de service, parfois le patron lui-même m'interrogeait, j'avais l'impression d'être face à des policiers, ce n'est pas que j'aurais eu souvent affaire à eux, ce serait plutôt le contraire, moins je les voyais et mieux je me portais, vous aussi, n'est-ce pas ?

Au cours de ces entretiens, on me posait toujours des questions étranges, plutôt indiscretes, très personnelles, je me demandais ce qu'elles venaient faire là. Où ils voulaient en venir était assez simple à imaginer, bien que leurs motivations pouvaient être variées, en général ils préféraient recruter un employé soumis, qu'ils pourraient manipuler à leur guise par la suite, c'est-à-dire, maltraiter et virer manu militari en cas de résistance ou pire, rébellion. Sauf qu'avec moi ils étaient mal tombés, car j'étais habitué au mauvais traitement depuis ma plus tendre enfance pour avoir eu des parents très autoritaires, par conséquent, aux premiers regards ou dès qu'il s'exprimait, je

pouvais flairer le despote avant même qu'il ait eu le temps de frapper, du coup, c'est moi qui le manipulerai. Bien entendu, quand on me questionnait sur mes parents et mes relations avec eux, je mentais éhontément, car un bon fils peut faire un bon employé, pas le contraire, ce serait plutôt une source d'emmerdements !

Tout cela pour dire que j'étais déjà formaté avant de passer ces épreuves. A cette époque j'ignorais tout de la dialectique ou du marxisme ou je ne les maîtrisais pas, j'étais trop jeune, non, c'était un réflexe conditionné, mais mes interlocuteurs l'ignoraient, c'est la raison pour laquelle je pouvais facilement abuser de leur confiance. Leurs codes, je les connaissais, mais ils ne le savaient pas, j'avais un avantage sur eux, j'étais très motivé, c'était pour bouffer et ne pas me retrouver clochard à 20 ans. Et puis je venais de consacrer les dernières années à étudier la philosophie et la psychanalyse, ce que je ne leur révélais pas, car je savais qu'ils n'aimaient pas les employés trop intelligents, vous savez tous pourquoi évidemment, cela pose trop de questions, bref, ils font chier et un jour ou l'autre il faut s'en débarrasser.

Les journalistes font leur sale boulot en sachant très bien ce qu'ils font, ils ont été formatés avec cette intention et pas une autre. Si leur conscience s'y opposait, et bien c'est simple, ils n'auraient qu'à faire autre chose, sinon, qu'ils assument.

- Autrefois, on possédait de beaucoup moins de données qu'aujourd'hui, et malgré tout on parvenait à analyser la situation et à déterminer une stratégie politique, qui étaient partagés par des centaines de milliers ou des millions de travailleurs et militants du mouvement ouvrier qui étaient prêts à passer à l'action...

Dorénavant, c'est devenu impossible, on a donc considérablement régressé, on s'est affaibli, on se retrouve profondément divisés. On est devenu des proies faciles pour nos ennemis et toutes sortes de charlatans qui pullulent sur les réseaux et les médias dits sociaux, alternatifs, indépendants, qui appartiennent pratiquement tous à l'opposition contrôlée ou qui se caractérisent par leur opportunisme.

Ils incarneraient la démocratie et la liberté à les entendre, ce qui n'est pas très original, les médias mainstream aussi le revendiquent, mais à chaque événement important, de la même manière ils manifestent exactement le contraire ou leur subordination au régime en place.

Tenez, ce mercredi 14 octobre 2026, je suis allé voir sur certains de ces médias dits sociaux, ce qu'ils racontaient sur Glucksmann depuis le 11 au soir. Que dal, absolument rien, le désert politique ! J'ai été voir sur des blogs de l'extrême gauche, que dal aussi, à croire que ce serait un sujet particulièrement sensible ou ils craignent de se brûler les ailes, on ne voit pas pourquoi, ils ne tomberaient pas de très haut !

Tenez un truc me vient à l'esprit à leur sujet. Vous savez pourquoi ils tapent tout le temps sur la Russie, à l'instar de Macron et Glucksmann ou de l'OTAN, de l'UE ? Je crois que cela doit être, parce que pendant 8 ans ils ont laissé les Russes du Donbass en Ukraine se faire massacrer par milliers par l'armée régulière et les milices néonazies ukrainiennes sans condamner le régime ukrainien, l'UE et l'OTAN qui l'avaient armé.

En quelque sorte, leur réaction antirusse quasi-hystérique serait due à leur mauvaise conscience ou servirait plutôt à camoufler leur absence de conscience politique, la leur étant empruntée à nos ennemis, d'où leur réaction violente dès qu'on soulève ce sujet avec eux ou en leur présence, parce

qu'ils ne peuvent pas assumer leur imposture ou trahison. Remarquez qu'ils avaient déjà réagi de la même manière à propos de la Libye, l'Irak, la Syrie, etc. ils avaient jugé les régimes en place indéfendables, donc l'OTAN pouvait s'en donner à cœur joie avec leur bénédiction.

Après cela, comment voulez-vous que ces gens-là inspirent confiance, il faudrait être fou pour les écouter et leur accorder. Du coup, travailleurs et militants se retrouvent divisés et sans boussole, quasi-atomisés, laissant le champ libre à la réaction. Elle aussi elle est divisée entre néolibéraux et néoconservateurs, une chance pour nous, si je puis dire, une faible consolation.

- La Chine, c'est le socialisme au service du capitalisme mondial, au lieu d'être le socialisme au service du prolétariat mondial, retenez bien cela, si je peux me permettre.

Si la Chine cessait de servir le capitalisme mondial, en quelques semaines tous les régimes en occident s'effondreraient, et en peu de temps ils seraient liquidés sous les coups de révolutions prolétariennes, précipitant la fin du capitalisme à une vitesse qu'on n'aurait pas soupçonné auparavant.

Conclusion : Il faut une révolution politique pour renverser le parti communiste chinois, et placer l'économie planifiée chinoise au service de la révolution socialiste internationale.

France. Mouvement social des lycéens : Abrogation de Parcoursup et de Mon Master !

France : l'«acte V» lycéen tourne aux affrontements à Paris, malgré des milliers d'interpellations - RT 13 oct. 2026

La cinquième journée de mobilisation des lycéens a une nouvelle fois dégénéré dans les rues de Paris, le 13 octobre. Près des Invalides, des individus masqués ont lancé des pavés sur les policiers. Une voiture a pris feu et un magasin a été saccagé. Les forces de l'ordre ont utilisé des gaz lacrymogènes et un canon à eau pour disperser les groupes les plus violents.

Deux cortèges ont traversé Paris, où le ministère de l'Intérieur a recensé 41 500 manifestants. Dans toute la France, les autorités ont comptabilisé 161 500 participants, contre 480 000 revendiqués par les syndicats.

Dès le matin, des tensions avaient éclaté devant l'université Panthéon-Assas, dont les accès étaient bloqués par des étudiants. Les affrontements ont ensuite gagné le centre de Paris. Malgré les interventions policières, les manifestants dispersés revenaient une fois les gaz dissipés.

Les violences ne se limitent plus à la capitale. Dans le sud de la France, près de 1 000 personnes ont été interpellées dans le cadre du mouvement lycéen, rapporte *Le Figaro*. La grande majorité d'entre elles sont mineures. À Lyon, la manifestation du 13 octobre a dû être dispersée après des dégradations de commerces et des attaques contre les policiers.

Le bilan judiciaire national est plus lourd encore. Au 8 octobre, le ministère de la Justice recensait 6 877 placements en garde à vue depuis le début des troubles, dont 86 % concernaient des mineurs. Plus de 2 300 personnes faisaient déjà l'objet de poursuites judiciaires.

Les méthodes des forces de l'ordre suscitent une colère grandissante. Le 13 octobre, 36 enquêtes avaient déjà été ouvertes par l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) pour des faits présumés commis depuis le début du mouvement.

Nuñez défend pourtant les interpellations. Devant l'Assemblée nationale, le 13 octobre, il a rappelé que la police devait intervenir lorsque des violences étaient commises. Les milliers de gardes à vue n'ont cependant pas mis fin à la mobilisation. Le gouvernement tente également de répondre aux revendications scolaires.

Le ministre de l'Éducation nationale, Édouard Geffray, a promis 3 000 professeurs remplaçants. Mais les organisations de jeunesse réclament toujours dix milliards d'euros supplémentaires pour l'enseignement public et la suppression de Parcoursup, la plateforme d'admission dans l'enseignement supérieur.

Si le nombre de lycées bloqués a diminué, les organisateurs ne comptent pas abandonner leur mouvement. Ils appellent désormais à rejoindre les manifestations du 17 octobre contre la vie chère, espérant rallier d'autres catégories de la population.

J-C – Je ne l'ai pas écrit plus tôt, je soutiens évidemment toutes les revendications des lycéens, étudiants, travailleurs, la question ne se pose même pas.

En revanche, je ne soutiens pas les revendications issues du courant social-néolibéral-libertaire (PS, et ses satellites, PP, les Ecologistes, etc.) que tout le monde caractérise complaisamment de gauche avec ou sans guillemets, mais qui en réalité est de droite et réactionnaire.

A propos du néolibéral Glucksmann.

J-C - Dis-moi qui tu as fréquentés, qui sont tes soutiens, ce que tu as voté, je te dirai qui tu es.

- Le « *hold-up est réussi* » : même la journaliste Françoise Degois, proche d'Olivier Faure, est forcée de le reconnaître.

Invité sur France Inter lundi matin, Raphaël Glucksmann s'est bien gardé d'appeler à la démission du premier secrétaire du PS, sèchement battu sur un score de 14 %. « *Olivier Faure, je vous le signale, n'est plus majoritaire au sein de son propre parti* », a toutefois réaffirmé le vainqueur de la primaire pour imposer son refus de toute alliance avec LFI aux législatives. (L'opération était aussi destinée à flinguer le PS. – J-C)

« *Ci-gît le PS. 1971-2017.* » Le certificat de décès est signé par un certain Raphaël Glucksmann dans la rubrique nécrologique de L'Obs. Il remonte à l'entre-deux-tours des législatives, qui suivent la débâcle de Benoît Hamon (6,3 %). Sur les ruines de la vieille maison, l'essayiste procède à l'autopsie, avec la froideur du clinicien : « *Le Parti socialiste est mort le jour anniversaire de son acte de (re)naissance à Epinay [...] Un corps malade a survécu trop longtemps à son âme disparue. L'acharnement thérapeutique des synthèses hollandaises a prolongé son agonie au-delà du raisonnable, rendant sa fin pathétique et grotesque.* » Il n'en éprouve alors aucune tristesse. Au contraire, écrit-il, « *pour que le neuf advienne, le vieux doit mourir* ».

Près de dix ans plus tard, l’auteur de ces lignes vient de réussir un crime presque parfait. lopinion.fr
12 octobre 2026

Raphaël Glucksmann a voté à Strasbourg, où il siège depuis 2019 :

- Contre la qualification de “*crimes de guerre*” de la réponse armée d’Israël sur la bande de Gaza, ayant conduit à la mort de près de 26 000 Palestiniens, dont près de la moitié sont des enfants
- Contre la libération de 5 200 prisonniers politiques palestiniens, à commencer par 170 enfants placés en détention par Israël en dépit du droit international
- Contre l’utilisation de la notion d’apartheid pour qualifier la situation de ségrégation institutionnalisée que subissent les Palestiniens en Cisjordanie
- Contre le soutien à la procédure entamée par l’Afrique du Sud auprès de la Cour internationale de Justice, visant à faire cesser l’offensive israélienne
- Contre la condamnation de l’intervention américano-britannique au Yémen qui risque d’intensifier et de régionaliser le conflit.

Prétendant que la défaite de la Russie en Ukraine est un “*intérêt vital*” pour l’Europe, Raphaël Glucksmann rabâche également en boucle sur tous les plateaux depuis 2022 qu’il est nécessaire de livrer des armes, et toujours plus d’armes à Kiev, faisant ainsi le plus grand bonheur des marchands de canons. Invité dans C à vous en février 2023, il affirmait que la guerre était une “*obligation*” pour l’Occident, qu’il fallait livrer “*plus d’armes à l’Ukraine*” afin d’atteindre “*l’objectif stratégique de la défaite totale de Poutine*”, balayant l’idée de pourparlers et d’accords de paix qui permettraient de mettre fin à l’hécatombe.

Au-delà de son agressivité géopolitique et de son atlantisme forcené, Raphaël Glucksmann, ancien membre du parti libertarien Alternative libérale et soutien de Nicolas Sarkozy, est un ambassadeur d’une Europe fédérale et capitaliste. lavantgarde.fr 1 février 2024

frustrationmagazine.fr le 5 février 2024 - Sa vision de l’Europe, c’est celle de l’ancien ministre et président de la Commission européenne Jacques Delors, à qui il dresse des éloges, en revendiquant son héritage. Delors, c’est le celui qui, parmi de multiples méfaits, a mis fin à l’indexation des salaires sur l’inflation au début des années 1980, a massivement financiarisé l’économie française, et a, avec l’Acte unique européen dont il fut l’un des plus farouches défenseurs et contributeurs, gravé dans le marbre le caractère néolibéral de la construction européenne. frustrationmagazine.fr

Jacques Delors par Raphaël Glucksmann : « *L’infatigable volonté d’être européen* » - nouvelobs.com 5 janvier 2024

Témoignage Ce vendredi 5 janvier aura lieu une cérémonie aux Invalides en l’honneur de Jacques Delors, décédé le 27 décembre dernier. Le député européen et essayiste Raphaël Glucksmann, candidat aux élections de juin prochain, lui rend ici hommage et revendique l’héritage de ce « *véritable politique* », à la fois idéaliste et pragmatique.

Propos recueillis par Raphaël Glucksmann

Jacques Delors était une énigme enveloppée de mystère au sein d'une classe politique française qui n'a jamais vraiment compris, ni aimé, la construction européenne. Girondin en terre jacobine, démocrate en contrée versaillaise, réformiste au pays de la Révolution, il a même osé refuser – au nom d'une éthique lui interdisant le mensonge ! – cette présidence de la République qui lui tendait les bras et pour laquelle presque tous nos politiques seraient prêts à se damner.

Jacques Delors aimait dire qu'il fallait allier « *le cœur et le tournevis* ». Le visionnaire méprisant la question des moyens est un Narcisse immobile qui finit par se noyer dans sa propre pureté, et le technicien ignorant celle des finalités, un poulet sans tête qui marche sans savoir où il va et fi...

(Article réservé aux abonnés.)

Deux internautes.

- Glucksmann celui qui a voté contre la divulgation des contrats Pfizer avec deux autres députés corrompus

- De toute façon la gauche c'est LFI NPA LO RP les autres faut oublier... Roussel est un faux coco, le PS n'en parlons pas, les verts c'est un mauvais mélange et les partis type PP c'est la plus grosse arnaque du monde.

Alain Minc, Jacques Attali et maintenant Xavier Niel, le fondateur de Free. Raphaël Glucksmann a la cote dans les milieux d'affaires...

<https://www.lopinion.fr/politique/europeennes-quand-xavier-niel-predit-un-bon-score-a-raphael-glucksmann>

Raphaël Glucksmann : d'où vient le héraut de la bourgeoisie progressiste ?

<https://lvsl.fr/raphael-glucksmann-dou-vient-le-heraut-de-la-bourgeoisie-progressiste/>

Führer xénophobe des Etats de l'UE. Ce sont eux la menace contre la paix.

«On ne peut pas confier les compétitions internationales aux pays de l'UE» : Moscou fustige le refus de visas néerlandais à trois gymnastes russes - RT 13 oct. 2026

L'ambassade des Pays-Bas à Moscou a notifié, le 13 octobre, son refus de délivrer des visas à trois des meilleures gymnastes russes : Angelina Melnikova, Viktoria Listounova et Anna Kalmykova. Elles ne pourront donc pas participer aux championnats du monde de gymnastique artistique, prévus du 17 au 25 octobre à Rotterdam.

Le motif invoqué dans les notifications a de quoi surprendre : « *Un ou plusieurs États membres de l'espace Schengen estiment que ces athlètes constituent une menace pour leurs relations internationales.* »

DF Peak : Moscou dénonce un acte de piraterie et de banditisme de la France en haute mer - RT 13 oct. 2026

L'ambassade de Russie a dénoncé, le 13 octobre, une violation flagrante du droit international après l'arraisonnement du pétrolier DF Peak par la marine française. Emmanuel Macron prétend que le navire transportait illégalement du pétrole sous un faux pavillon béninois. Moscou cherche à déterminer si des ressortissants russes se trouvent à bord.

Moscou convoque l'ambassadeur belge et dénonce la rhétorique antirusse de Bruxelles - RT 13 oct. 2026

Le 13 octobre, le ministère russe des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur de Belgique. Moscou a rejeté les accusations de menaces russes contre la Belgique, les jugeant infondées. Le ministère appelle Bruxelles à modérer sa rhétorique antirusse, qui alimente l'escalade et risque de rendre la confrontation incontrôlable.

Vous pouvez très bien vous passer des objets ou des machines connectées à internet.

J-C - La recherche du profit à tout prix, ils appellent cela « *le progrès* » ou « *la civilisation* », mais sous le régime capitalisme c'est l'inverse qui se produit.

"*Un risque que beaucoup d'entreprises sous-estiment*" : pourquoi les frigos de supermarchés et autres objets connectés sont-ils si vulnérables face aux cyberattaques ? - franceinfo.fr 14 octobre 2026

De plus en plus d'objets ou de machines sont connectés à internet, tant chez des particuliers que dans les entreprises. Pour les professionnels, les avantages sont multiples : ces appareils connectés peuvent être pilotés à distance, ce qui évite de se déplacer physiquement sur chaque site, et réduit ainsi les coûts de maintenance. Ils peuvent aussi être manœuvrés de manière groupée, et transmettre des données utiles au suivi de l'activité de l'entreprise. franceinfo.fr 14 octobre 2026

J-C - Dans cet article qui fait la promotion de la connexion à internet, ils n'ont pas osé écrire que la température dans ces frigos étaient montées à 50°C et que des millions d'euros de produits frais et surgelés avaient été perdus, j'ai lu cela dans un article de RT hier soir très tard :

- Dans la nuit du 11 au 12 octobre, une cyberattaque coordonnée a ciblé les systèmes frigorifiques de centaines de supermarchés français. Des pirates ont forcé le dégivrage à 50°C via une faille logicielle, provoquant des pertes de millions d'euros en produits frais et surgelés.

Au moins 300 points de vente Intermarché et Netto, près d'une centaine de Coopérative U, 80 Carrefour et 5 % des Monoprix ont été touchés. RT 13 octobre 2026

J-C - Encore une fois, on envie de dire qu'il faut être con pour connecter un frigo à internet ! Il y en a bien qui ont des machines à laver connectée, des fours, des montres et je ne sais quoi, des tracteurs ! Quel monde de dingues ! Table rase !

Le consensus fondé sur un débat critique des preuves est incompatible avec un régime despotique.

Sciences. A propos de "la confusion entre un consensus fabriqué de toutes pièces et un consensus fondé sur un débat critique des preuves".

En avril 2026, l'un des coauteurs de cet article (Koonin) a adressé une lettre, conjointement avec Richard Lindzen (MIT) et William Happer (Princeton), au président de la Cour suprême, John Roberts, en sa qualité de président du Federal Judicial Center. L'objet de leur préoccupation était le **Reference Manual on Scientific Evidence** du Centre, un guide destiné aux milliers de juges fédéraux appelés à évaluer des preuves scientifiques dans le cadre de litiges. Un chapitre clé, intitulé « *How Science Works* » (Comment fonctionne la science), présente « *l'acceptation généralisée* » comme un indicateur fiable de crédibilité et l'associe au « *niveau de certitude le plus élevé que la science puisse offrir* ». Or, ce n'est précisément pas ainsi que « *fonctionne la science* ». Au contraire, comme l'a célèbrement expliqué le physicien renommé Richard Feynman lors de sa conférence « *Messenger* » à Cornell en 1964 : « *Si cela contredit l'expérience, c'est faux. Cette simple affirmation contient la clé de la science.* » Plus de trois siècles auparavant, Galilée avait souligné plus directement l'absence de pertinence du consensus en écrivant : « *Dans les sciences, l'autorité de milliers d'opinions ne vaut pas autant qu'une petite étincelle de raison chez un individu.* »

Les problèmes ont commencé avec la présentation, comme des faits avérés, des résultats de modèles complexes et non validés. Les institutions et les personnalités publiques, soumises à la pression de paraître influentes, ont ignoré les incertitudes. De concert avec la presse, ces institutions et ces personnes sont devenues les arbitres de la vérité, amplifiant le consensus proclamé au lieu d'évaluer de manière critique les données. Une fois « *la science* » érigée en dogme, toute dissidence a été considérée comme une faute professionnelle. Dans les trois cas (1), comme nous l'analysons dans un article co-écrit avec Terrence Keeley, le consensus était erroné et le public en a subi de graves conséquences, tandis que les responsables de ces échecs ont échappé à toute responsabilité.

1- Les trois cas : La crise financière de 2008, la gestion de la pandémie de coronavirus, et la politique de décarbonation.

<https://www.climato-realistes.fr/covid-climat-et-le-piege-du-consensus/>